



UNION EUROPÉENNE
Fonds européen agricole pour
le développement rural :
l'Europe investit dans les
zones rurales



Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Restauration et entretien de mares et plans d'eau » « NC_OPB7_LIN7 »

du territoire «Caps et Marais d'Opale – Biodiversité»

Campagne 2021

En 2021, cette mesure est ouverte aux engagements d'une durée de 1 an.

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'opération **LINEA_07** a pour objectif de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.

Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

- La biodiversité :
 - De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc **refuge, lieu de reproduction, d'alimentation** et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces micro-zones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
 - L'existence des **réseaux de mares** est cruciale pour le maintien des **métapopulations** de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des **continuités écologiques (trame verte et bleue)** indispensables à la faune et à la flore.
- L'eau :
 - En tant que zones humides, les mares accomplissent des **fonctions régulatrices de l'eau** : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion
 - De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un **rôle épurateur** en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.
- Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle **productivité primaire** propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 81,26 € par mare** engagée vous sera versée pendant la durée de l'engagement.

Engagement unitaire	Libellé
LINEA_07	Restauration et entretien de mares et plans d'eau

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité **doivent être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022. Aucune condition d'éligibilité spécifique supplémentaire n'est à vérifier au titre de cette mesure.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Seuls les plans d'eau et mares présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicole peuvent faire l'objet d'un financement par une mesure contenant cette opération. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau à finalité piscicole n'est pas éligible.

Vous pouvez engager dans cette mesure **les mares et plans d'eau** de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinancier au niveau de la mesure.

Les mares et plans d'eau éligibles à la présente mesure doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- utilisées ou non pour l'abreuvement du bétail, à vocation paysagère ou agricole,
- localisées sur terrain naturel,
- **d'une taille minimale de 10 m² (0,1 are),**
- **d'une taille maximale de 1000 m² (10 ares),**
- d'une profondeur inférieure à 2 mètres,
- Les mares de chasse (comportant une hutte de chasse) et les parcs à canard ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Si les capacités financières sont insuffisantes pour couvrir toutes les demandes d'engagement, une sélection pourra s'avérer nécessaire. Cette sélection sera effectuée dans l'ordre des priorités défini selon les procédures propres à chaque financeur. Les demandes d'engagement seront retenues intégralement au sein d'une même catégorie de priorité. Lorsque les capacités financières ne permettent plus le financement de toutes les demandes d'aide au sein d'une même priorité, aucune demande d'engagement ne sera retenue pour cette priorité.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai 2021, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (cf ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanctions est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Conformément à la réglementation européenne, en cas de modification des normes et exigences ou obligations réglementaires, ou pour permettre l'adaptation au cadre réglementaire de la période de programmation suivante, une clause de révision pourra être appliquée.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « NC_OPB7_LIN7 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion des mares et des plans d'eau engagés, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé. Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1^{er} juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale
Réalisation des interventions pendant la période du 1er septembre et le 31 octobre	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

Modèle de cahier d'enregistrement: Le cahier d'enregistrement des interventions devra porter a minima, pour chacun des éléments engagés, sur les points suivants:

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Interventions : dates, type, matériel et localisation.
- Traitements phytosanitaires : date, produit, quantités (0, hors traitements localisés)

Plan de gestion :

Vous devez faire établir un plan de gestion des mares que vous souhaitez engager. Le plan de gestion précise vos obligations. Il sera établi par une structure agréée (*contactez votre opérateur pour connaître la liste des structures agréées pour la réalisation du plan de gestion au niveau du territoire*), sur la base d'un diagnostic initial de ces éléments :

Modalités générales :

- Interdiction d'introduire des espèces animales ou végétales sur les bergers et dans la mare ou le plan d'eau.
- Interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier).
- Exportation des résidus de fauche obligatoire.
- Méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.).

Liste des espèces envahissantes visées : Myriophylle du Brésil, Jussie, Pistia stratiotes, Elodée de Nuttall, etc.

Description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants est interdit), période de destruction, outils à utiliser : **à définir dans le plan de gestion.**

- Désherbage chimique interdit.
- Interdiction d'épandre des produits phytosanitaires et des fertilisants à moins de 5 m.
- Dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare (mise en défense totale)

ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur d'accès autorisé). Pour limiter l'accès, pose de clôtures à au moins 1,5 m de la mare ou du plan d'eau. Il sera possible d'installer une pompe de prairie pour satisfaire l'abreuvement des animaux.

Modalités d'entretien de la mare :

A réaliser l'année de l'engagement :

- Soit une fauche de débroussaillage et un curage mécanique ou manuel sur les $\frac{3}{4}$ maximum de la surface de la mare ou du plan d'eau.
 - Les produits de curage seront exportés hors de la zone humide puis étalés à plus de 5 m des berges avec un re-semis si c'est une prairie. Ils ne pourront pas servir pour remblayer une zone humide.
- Soit une fauche de débroussaillage et un curage total sur l'ensemble de la mare, lorsque celle-ci est dans un état d'atterrissement avancé.
- La fauche pourra être manuelle, effectuée à la débrousailleuse thermique ou par une fauche mécanique exportatrice sur les berges, avec exportation des végétaux obligatoire. Ne faucher la végétation aquatique que si celle-ci devient envahissante.

A chaque fauche, maintenir une zone refuge non fauchée en bordure de mare (proportion à définir dans le plan de gestion, 1/3 de bordure non fauchée maximum).

- Si besoin défini dans le plan de gestion, créer des pentes douces, inférieur à 30 °, sur au minimum la moitié du périmètre et de préférence sur l'ensemble du périmètre de façon à avoir un profil de la mare en V, en accord avec le plan de gestion à définir.

Date d'intervention autorisée : entre le **15 Août (1^{er} septembre recommandé)** et le **31 octobre (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens)**.

Variable(s) locale(s) :

- **p103 = (taille minimale de l'élément engagé) = 0,1 ares**
- **p104 = (taille maximale de l'élément engagé) = 10 ares**
- **L'entretien des mares doit être réalisé l'année de l'engagement, conformément aux techniques du plan de gestion.**